2011-07

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES OUTRE-MER :

LABORATOIRE POUR NOTRE AVENIR

L'Outre-mer dans sa diversité est marquée par une demande d'énergies en forte croissance, laquelle demande ne saurait être opposée à une nécessaire politique de maîtrise de la consommation et d'amélioration de l'efficacité énergétique. Au regard de cette demande sociale légitime importante et croissante, les territoires ultramarins se situent dans une phase que l'on peut qualifier de rattrapage.

Les territoires ultramarins, contraints d'importer la totalité du pétrole, du gaz et du charbon consommés, disposent néanmoins d'atouts considérables en matière d'énergies renouvelables qu'ils ont souvent déjà développés avec un certain succès et présentent, de fait, un mix énergétique original par rapport à celui de la métropole.

Alors que la demande devrait continuer de croître, l'Outre-mer s'est vu assigner, à l'horizon 2030, un objectif ambitieux d'autonomie énergétique.

À maints égards, les territoires ultramarins constituent autant de laboratoires pour le développement des énergies renouvelables. La diversité des conditions naturelles permet d'expérimenter tous les modes de production dans des conditions réelles.

Objectif intermédiaire d'autonomie en énergies renouvelables pour l'Outre-mer en 2020

50%
Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane

30%
Mayotte

(hydraulique, biomasse, éolien, solaire, géothermie, énergies marines)

Source : loi Grenelle 1

Les potentialités dont l'Outre-mer est porteur, son rôle de laboratoire d'une partie de notre futur énergétique, les enjeux industriels pour exporter un savoir faire national, justifient qu'une attention soit portée aux expériences menées dans ces territoires et que l'on s'interroge sur le financement d'un système énergétique original qu'il lui revient de créer.

Patrick GALENON

Profession : Biologiste (docteur ès océanographie)
Désigné par : Activités économiques et sociales des DOM-TOM et Nouvelle-Calédonie
Conseiller du groupe Outre-mer
Membre de la section : Activités économiques
Membre de la délégation : Prospective et évaluation des politiques publiques

Contact section : sectacteco@lecese.fr - tél. 01 44 43 62 37 - www.lecese.fr
Contact rapporteur : Patrick GALENON - 01 44 43 64 18 - patrick.galenon@lecese.fr
patrickgalenon@gmail.com

République Française
Liberté - Égalité - Fraternité
Conseil économique social et environnemental

LES PROPOSITIONS DU CESE

RÉALISER UN EFFORT NÉCESSAIRE EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT POUR DES INVESTISSEMENTS MIEUX CIBLÉS ET PLUS EFFICACES

- Créer davantage de synergies et renforcer les liens entre l'Outre-mer et la métropole et entre les territoires
- Organiser un meilleur pilotage de la chaîne de production/distribution dans le développement des énergies renouvelables
- Concentrer les efforts de la recherche et développement sur le stockage de l'énergie
- Favoriser la mise en place des démonstrateurs
- Adapter les réseaux énergétiques de distribution : vers les « réseaux intelligents »
- Impliquer les habitants vers une autonomie énergétique

Le taux actuel de dépendance de l'Outre-mer pour son approvisionnement énergétique :

Ressources fossiles 90%

LE FINANCEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN OUTRE-MER

- Dans les DOM, une interrogation sur la pérennité de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) dans son objectif de promotion des énergies renouvelables ou son éventuel remplacement par un dispositif d'imposition plus directe ne saurait, en l'état actuel, se traduire in fine par un renoncement, même partiel à la nécessaire péréquation en faveur de ces zones non connectées au réseau métropolitain.
- Si le maintien de tarifs d'achat spécifiques à l'Outre-mer se justifie, leurs évolutions se doivent absolument d'être progressives et maîtrisées afin d'éviter tout caractère brutal mettant à mal le développement des filières considérées.
- Les mesures d'incitations fiscales appropriées peuvent jouer un rôle très efficace en faveur de l'utilisation des énergies renouvelables et doivent pouvoir encourager les investissements et comportements vertueux.
- Une réflexion en matière de prix des carburants pourrait être conduite sur les moyens de combiner au mieux la nécessité de préserver le pouvoir d'achat des ménages les plus modestes tout en ne supprimant pas le « signal prix » qui encourage les modifications de comportements vers plus d'économies d'énergie.

UNE MEILLEURE GOUVERNANCE LOCALE POUR UN MIX ÉNERGETIQUE EFFICACE

- Améliorer le pilotage des politiques publiques
- Intégrer la dimension énergie aux évolutions du transport et de l'habitat

LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN OUTRE-MER : LABORATOIRE, VITRINE NATIONALE POUR L'EXPORT ET FACTEUR D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

- Constituer le « laboratoire » du mix énergétique national
- Présenter une « vitrine » de notre savoir-faire
- Rechercher l'appui de l'Union européenne

Retrouvez l'intégralité de l'avis sur lecese.fr